

A.S.E.P.O.
16 Montée du Télégraphe
69360 Communay

DREAL AURA-CIDDAE		N°
Destinataire	AE	Copie à
Arrivée	25 MAI 2022	LYON
Observations		

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-
Rhône-Alpes
DREAL Auvergnnes-Rhône-Alpes
Service CIDDAE/pôle AE

69453 Lyon cedex 06

Communay, le 23 mai 2022

Objet : recours gracieux à l'encontre de l'arrêter N° 2022-ARA-KKP-3637
Lettre recommandée avec AR

Monsieur le Préfet de la Région,

Nous entendons par la présente, former un recours gracieux à l'encontre de votre décision n°2022-ARA-KKP-3637 du 28/03/2022 par laquelle vous estimez que le projet de lotissement « Les terrasses de Savouges » n'est pas soumis évaluation environnementale.

Le projet déposé le 03/02/2022 par la société MV développement dans sa demande d'examen au cas par cas consiste en la construction de 93 logements sur une superficie de 5.24 hectares sur la commune rurale de Communay (69).

Aux termes du V de l'article R122-3 du code de l'environnement : « Lorsque l'autorité environnementale a décidé après un examen au cas par cas qu'un projet ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale, l'autorité compétente vérifie au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale. »

Il ressort de l'article R122-3 du code précité que :

« I. – Pour les projets relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122.2, le maître d'ouvrage décrit les caractéristiques de l'ensemble du projet, y compris les éventuels travaux de démolition ainsi que les incidences notables que son projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine. Il décrit également, le cas échéant, les mesures et les

caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables de son projet sur l'environnement ou la santé humaine.

La liste détaillée des informations à fournir est définie dans un formulaire de demande d'examen au cas par cas dont le contenu est précisé par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

...

IV. – L'autorité environnementale dispose d'un délai de trente-cinq jours à compter de la réception du formulaire complet pour informer le maître d'ouvrage par décision motivée de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale.

Elle examine, sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage, si le projet doit faire l'objet d'une évaluation environnementale au regard des critères pertinents de l'annexe III de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

L'autorité environnementale indique les motifs qui fondent sa décision au regard des critères pertinents de l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, et compte tenu le cas échéant des mesures et caractéristiques du projet présenté par le maître d'ouvrage et destiné à éviter ou réduire les effets négatifs notables de celui-ci sur l'environnement et la santé humaine... »

L'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 prévoit :

« Les critères de sélection visés à l'article 4, paragraphe 3 (critères visant à déterminer si les projets figurant à l'annexe II devraient faire l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement) (Directive n°2014/52/UE du 16 avril 2014, annexe).

1. Caractéristiques des projets

Les caractéristiques des projets doivent être considérées notamment par rapport

- a) A la dimension et la conception de l'ensemble du projet ;
- b) Au cumul avec d'autres projets existants et/ou approuvés ;
- c) A l'utilisation des ressources naturelles, en particulier le sol, les terres, l'eau et la biodiversité ;
- d) A la production de déchets ;
- e) A la pollution et aux nuisances
- f) Au risque d'accidents et/ou de catastrophe majeurs en rapport avec le projet concerné, notamment dû au changement climatique, compte tenu de l'état des connaissances scientifiques ;
- g) Aux risques pour la santé humaine (dus, par exemple, à la contamination de l'eau ou à la pollution atmosphérique).

2. Localisation des projets

La sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par le projet doit être considérée en prenant notamment en compte :

- a) L'utilisation existante et approuvée des terres ;
- b) La richesse relative, la disponibilité, la qualité et capacité de régénération des ressources naturelles de la zone (y compris le sol, les terres, l'eau et biodiversité) et de son sous-sol ;

- c) *La capacité de charge de l'environnement naturel, en accordant une attention particulière aux zones suivantes :*

Zones humides, rives, estuaires ;

Zones côtières et environnement marin ;

Zones de montagnes et de forêts ;

Réserves et parcs naturels ;

Zones répertoriées ou protégées par la législation nationale ; zone Natura 2000 désignée par les États membres en vertu des directives 92/43/UE et 2009/17/CE

Zones ne respectant pas ou considérées comme ne respectant pas les normes de qualité environnementale fixée par la législation de l'Union et pertinentes pour le projet ;

Zones à forte densité de population ;

Paysages et sites importants du point de vue historique, culturel ou archéologique

3. Caractéristiques de l'impact potentiel

Les incidences notables probables qu'un projet pourrait avoir sur l'environnement doivent être considérées en fonction des critères énumérés aux points 1 et 2, notamment par rapport :

- a) à l'étendue de l'impact (zone géographique et importance de la population affectée) ;*
- b) à la nature transfrontalière de l'impact ;*
- c) à l'ampleur et la complexité de l'impact ;*
- d) à la probabilité de l'impact ;*
- e) à la durée, la fréquence et la réversibilité de l'impact ;*

L'article L122-1 du code de l'environnement dispose : « **II.- Les projets qui, par leur nature, leur dimension ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine font l'objet d'une évaluation environnementale** en fonction de critères et de seuils par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale.

Pour la fixation de ces critères et seuils et pour la détermination des projets relevant d'un examen au cas par cas, il est tenu compte des données mentionnées à l'annexe III de la directive 2011/91/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Lorsque l'autorité environnementale décide de soumettre un projet à évaluation environnementale après examen au cas par cas, la décision précise les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale du projet.

En premier et en l'espèce, les dossiers et formulaires déposés par le porteur du projet, montre qu'il n'a pas été fait appel à la participation du public, notamment comme l'indique, l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 qui porte réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement. Il ne ressort pas de votre décision du 28/03/22 que les dispositions du II de l'article L. 120-1 du code de l'environnement aient été appliquées.

L'article L. 120-1 précise la participation du public qui ici a été complètement écarté.



II. La participation confère le droit pour le public :

« 1° D'accéder aux informations pertinentes permettant sa participation effective ;

« 2° De demander la mise en œuvre d'une procédure de participation dans les conditions prévues au chapitre Ier ;

« 3° De disposer de délais raisonnables pour formuler des observations et des propositions ;

« 4° D'être informé de la manière dont il a été tenu compte de ses observations et propositions dans la décision d'autorisation ou d'approbation.

« III. Les procédures de concertation préalable organisées en application du code de l'urbanisme respectent les droits mentionnés aux 1°, 3° et 4° du II du présent article.

« IV. Ces dispositions s'exercent dans les conditions prévues au présent titre.

« Elles s'appliquent dans le respect des intérêts de la défense nationale et de la sécurité publique, du secret industriel et commercial et de tout secret protégé par la loi. Le déroulement de la participation du public ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence. »

En second lieu, vous rappelez que le projet traverse dans sa partie nord un corridor écologique surfacique. En effet, la commune est traversée par plusieurs axes de déplacement de la faune et la fonctionnalité des espaces naturels et agricoles doit être maintenue le long de ces axes de déplacement. De plus, certaines espèces protégées ont été identifiées sur cet emplacement privilégié composé de haies champêtres d'essences indigènes de la région comme le bruant proyer, la chevêche d'Athéna, la huppe fasciée. Vous estimez que seule la demande de dérogation pour destruction d'espèces protégées est nécessaire alors que nous parlons d'un site d'une grande richesse écologique dont la trame verte communale est déjà matérialisée par des EBC (Espaces boisés classés). Alors qu'une commune voisine telle que Chuzelles met tous en œuvre pour préserver ces espèces et espaces remarque dans son PLU par des zones ACO, APCO, NCO, NPCO, que nous parlons de la loi Climat et Résilience, Communay semble en dehors de l'ère du temps, en instruisant un projet d'une telle ampleur en ce qui concerne l'artificialisation des sols.

Troisièmement, vous indiquez qu'en ce qui concerne les déplacements, l'implantation du lotissement en périphérie de la commune facilite l'accès aux axes routiers menant à la Gare de Sérézin du Rhône, il en ressort deux remarques :

- Vous admettez ainsi, tout comme la Scot de l'agglomération lyonnaise, que Communay doit faire une consommation plus raisonnée de ces espaces non bâtis, notamment en privilégiant les dents creuses au cœur du village et non les terrains en périphérie. Il faut appliquer les principes d'urbanisation optimisés en limitant les extensions de l'urbanisation et en densifiant au sein des enveloppes existantes.

À cet égard, il apparaît surprenant que la commune fasse le choix d'urbaniser en priorité les zones les plus éloignées du centre-bourg, situées au contact immédiat de zones agricoles exploitées et en extrême limite du territoire urbain. Cette zone ne participera pas à la ville « des courtes distances » que le Scot et le PLU souhaitent promouvoir.

- Le parking de la gare de Sérézin du Rhône est complètement saturé et ne permet pas le stationnement de nouveaux véhicules. Nous vous rappelons qu'il est prévu 550 mouvements quotidiens sur une infrastructure routière largement sous-dimensionnée, certains axes entre Communay et Sérézin du Rhône ne permettent pas aux véhicules de se croiser. Dans le cadre de ce projet 850 véhicules circuleront quotidiennement.

- De plus, les trajets proposés par la SNCF ne sont pas adaptés. Il faut parfois faire un trajet incohérent : Sérézin – Vienne puis Vienne – Lyon. Les trains sont régulièrement supprimés aux heures de pointe de façon impromptue.
- Cette circulation dense a un impact carbone conséquent à l’heure des ZFE (Zone à Faible Emission).

Pour terminer, nous vous rappelons que deux arrêtés ministériels portant reconnaissance de catastrophe naturelle sur la commune de Communay pour coulées de boue ont été rendus, une fois le 23 juillet 2018 à la suite de coulées de boue provenant de la colline des Savouges vers le lotissement dit des Chanturières puis un autre le 14 septembre 2020 pour les mêmes raisons.

Sur le secteur des Savouges, la topographie est importante avec un terrain en pente globalement homogène et soutenue de 9% orientée Sud vers le lotissement des Chanturières. Elle oscille entre 287 mètres au Nord, au droit du chemin du Vieux Chêne et descend à 235 mètres au Sud, aux abords de la rue du Mazet et du lotissement des Chanturières qui s’en trouve inondé.

La topographie marquée du site constitue ainsi une contrainte en termes d’aménagement, notamment au regard de la gestion des eaux pluviales et de l’intégration paysagère du projet.

Le sol est de nature argilo-limoneuse et de fait peu perméable, la faible perméabilité des formations géologiques du site constitue donc une crainte en termes de gestion des eaux pluviales.

Nous pouvons citer l’exemple des neuf propriétaires évacués pour péril imminent lors de forte pluie le 17 juin 2019 à Vienne dans la Montée Bon Accueil, alors que l’enrochement menaçait de s’effondrer fragilisant leurs villas.

De ce fait, l’artificialisation des sols et le projet de route nord-sud en place du chemin des Cussinettes, ne peuvent qu’engendrer une augmentation de ces coulées. Chemin communal qui par ailleurs a été vendu en deçà du prix du marché au porteur du projet, en toute discrétion.

En conséquence, l’Association pour la Sauvegarde de l’environnement du Pays de l’Ozon (ASEPO) vous demande de bien vouloir, compte tenu de ces éléments et des dispositions du code de l’environnement précitées, rapporter votre décision du 28 mars dernier et prendre une nouvelle décision soumettant le projet en cause à une évaluation environnementale.

Dans l’attente de vous lire,

Nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet de Région, à l’assurance de nos sentiments les meilleurs.

COLLIN Nathalie
Présidente de l’ASEPO

Pièces jointes :

- Décision du 28 mars 2022
- Déclaration d’association



